

François ASENSI

Député de Seine-Saint-Denis

Crise internationale

“Solidarité et coopération entre les peuples”

La crise financière frappe l'ensemble des populations, au nord comme au sud, et menace nos systèmes de solidarité. Mais cette crise bouleverse également les équilibres de notre planète et ravive les affrontements belliqueux.

Plus que jamais, il nous faut affirmer des valeurs de solidarité et de coopération entre les peuples.

François Asensi

Membre de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale



Retour de la France dans l'OTAN : un recul pour la paix

Sur la tribune de l'Assemblée nationale, votre député a donc annoncé le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN. Une décision belliciste.

« Le retour dans le commandement intégré de l'OTAN est un blanc-seing accordé aux États-Unis. Les nouvelles orientations de l'OTAN visant à prévenir les conflits et lutter contre le terrorisme ont toujours pour objectif la **mainmise de la superpuissance américaine sur les ressources stratégiques de la planète**, parfois au prix d'une guerre.

Les contreparties évoquées avec force par le chef de l'État ont fait long feu. Le revirement atlantiste, aussi radical que dangereux, de la politique extérieure de la

France ne permettra en aucun cas de relancer une politique européenne de défense autonome. Pas plus qu'il ne renforcera l'influence de la France au sein de l'OTAN ou son indépendance sur la scène internationale.

Le consensus national sur notre politique étrangère, forgé au cœur de la crise irakienne, ne pouvait être brisé de la sorte **sans que les Français soient consultés par référendum.**»

Crise économique : un FMI fidèle au néolibéralisme

En commission des Affaires étrangères, François ASENSI a interrogé Strauss Kahn, directeur

« Les déclarations d'intention en faveur de la régulation du capitalisme, en marge du G 20, ne trompent personne. Malgré les accents sociaux et keynésiens empruntés par le FMI, le grand argentier de la planète reste fidèle à ses dogmes et combat l'intervention de l'État dans l'économie et en faveur de la protection sociale.

Les prêts accordés par le FMI sont le levier d'un **chantage pour imposer le remède de cheval ultralibéral** aux pays traversant une crise. Austérité budgétaire, baisse des dépenses sociales, modération salariale : autant de politiques nocives qui ont provoqué, de l'avis même de l'ONU et des institutions internationales, une montée de la pauvreté, du chômage et des inégalités.

La nomination d'un socialiste à la tête de l'organisation n'a pas stoppé les attaques contre les systèmes sociaux et les solidarités : baisse de 15 % du salaire des fonctionnaires en Lettonie, modération budgétaire au Zimbabwe, relèvement de l'âge de départ à la retraite en Ukraine. Pieds et poings liés, les gouvernements font payer aux populations les erreurs des financiers.

Une régulation de l'économie au niveau mondial est indispensable, sous le contrôle des citoyens. **Suppression des paradis fiscaux, encadrement des salaires, harmonisation fiscale** : il est grand temps de redonner à l'ONU et ses institutions la main sur ces problématiques économiques qui nous concernent tous.»

Pour un rayonnement de la culture française à l'étranger

En commission des Affaires étrangères, François ASENSI a demandé au ministre Bernard Kouchner de stopper l'hémorragie des crédits consacrés à la politique culturelle internationale. Le ministre s'es

« La France dispose à l'étranger d'un réseau de 145 instituts et centres culturels et de plus de 300 alliances françaises. Pendant longtemps le plus important au monde, ce réseau se trouve désormais menacé : **baisse de 20 % du budget de la coopération culturelle**, chute de 14 % des actions de promotion de la diversité linguistique et culturelle ; non remplacement d'un quart des départs en retraite...

Pourtant, faut-il rappeler que l'ensemble de ce réseau coûte moins cher à l'État que le budget du seul Opéra de Paris ?

Loin de tout impérialisme, **le rayonnement culturel de la France doit être une contribution au dialogue des cultures**. Alors que la crise économique et une mondialisation effrénée contiennent en germe les pires replis identitaires, l'échange des œuvres de l'esprit est une ambition forte.

La politique étrangère de notre pays ne doit pas se limiter aux relations diplomatiques et à la surenchère militariste.

M. le ministre a assuré que la culture serait une des priorités de la réforme du ministère des Affaires étrangères. La plus grande vigilance sera nécessaire pour que cette annonce ne soit pas un vœu pieu. »



François ASENSI

Député de Sevrans, Tremblay et Villepinte

Vos réactions : courriel : fasensi@assemblee-nationale.fr • blog.francoisasensi.com